

Unité départementale du Loiret  
3 rue du Carbone  
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 14/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **HONDA FRANCE MANUFACTURING SAS**

Pôle 45 - Rue des Châtaigniers  
Route départementale n°30  
45140 Ormes

Références : 488 / 2025  
Code AIOT : 0010001214

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement HONDA FRANCE MANUFACTURING SAS implanté Pôle 45 - Rue des Châtaigniers Route départementale n°30 45140 Ormes. L'inspection a été annoncée le 03/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection a permis, d'une part, d'examiner le traitement par l'exploitant des suites de la dernière visite d'inspection en date réalisée le 8 novembre 2023, mais aussi d'aborder - par une présentation in situ - son projet de modification de l'implantation intérieure de deux ateliers au sein du bâtiment de production existant, réorganisation induite par l'intégration d'un nouvel atelier d'assemblage de transmissions pour tondeuses à gazon thermiques.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HONDA FRANCE MANUFACTURING SAS
- Pôle 45 - Rue des Châtaigniers Route départementale n°30 45140 Ormes
- Code AIOT : 0010001214
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HONDA FRANCE MANUFACTURING SAS fabrique des produits d'équipement de jardin : tondeuses à conducteur marchant électriques (sur batterie) et thermiques, robots tondeuses électriques (sur batterie), débroussailleuses à dos thermiques.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Installations électriques - Conception et entretien	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours
2	Sécurité et lutte contre l'incendie - Entretien des moyens	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Modification d'une installation classée soumise à enregistrement	Code de l'environnement du 24/04/2025, article R.512-46-23	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques - Conception et entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 08/11/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant. [...]</p>
<b>Constats :</b> <div><p><b>Ce point de contrôle s'inscrit dans le cadre du traitement des suites de la précédente visite d'inspection du site réalisée le 8 novembre 2023.</b></p><p>Au titre de la Fiche de constats n° 5 (Constat C3) de son rapport, l'inspection avait notifié à l'exploitant l'écart suivant : "L'exploitant ne justifie pas du bon fonctionnement de l'ensemble des dispositifs à courant résiduel et ne justifie pas de la conformité des liaisons équipotentielles."</p><p>En phase préparatoire de la visite d'inspection réalisée 8 novembre 2023, l'exploitant avait transmis le 26 octobre 2023 à l'inspection des installations classées plusieurs documents confirmant que les installations électriques sont contrôlées périodiquement.</p><p>Il s'agissait de rapports de contrôles réalisés au titre des années 2022 et 2023.</p><p><u>Au titre de l'année 2022 :</u> un rapport de vérification des installations électriques par l'APAVE suite à son intervention du 10 décembre 2022, ainsi qu'un certificat Q18.</p><p>L'inspection avait relevé dans ce rapport plusieurs observations formulées par le prestataire, avec des travaux correctifs à réaliser.</p><p><u>Au titre de l'année 2023 :</u></p><p>- Un rapport de vérification des installations électriques par l'APAVE, suite à la prestation réalisée du 27 au 30 juin 2023.</p><p>L'inspection y avait relevé les 3 observations suivantes formulées par le prestataire, relatives au domaine Basse Tension :</p><p>1/ ATELIER DE PRODUCTION/HALL DE PRODUCTION/Horloge de l'armoire FCL</p></div>

1/ ATELIER DE PRODUCTION/HALL DE PRODUCTION/Horloge de l'armoire FCL

Fixation non satisfaisante. A refixer durablement.

2/ EXTERIEUR/Coffret prises

Identification incomplète des circuits de l'armoire électrique. A remettre à niveau.

3/ BUREAUX - 4.16 COULOIR CUISINE Prise(s) de courant

Absence du clapet de la prise de courant. Détérioré. A remplacer ou à réparer.

Le prestataire consigne dans son rapport à titre de changements importants depuis la précédente vérification les éléments suivants :

- Modification du circuit de distribution ;
- Remplacement du TGBT.

- Un certificat Q18 établi par l'APAVE suite à la vérification complète des installations électriques de l'établissement, au titre de la prestation réalisée du 27 au 30 juin 2023. Aucune non-conformité n'avait été identifiée lors de cette vérification, dans le périmètre des limites d'intervention. Le prestataire concluait au fait que l'installation électrique ne pouvait pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

Lors de la visite d'inspection du 8 novembre 2023, l'exploitant avait indiqué à l'inspection qu'il était prévu que le régime horaire du site passe en 2x8. Ainsi, les tests des dispositifs à courant résiduel ne pouvant être menés en phase de production allaient pouvoir être réalisés un vendredi après-midi, par exemple. L'exploitant s'était alors engagé à transmettre à l'inspection un rapport de son prestataire indiquant la réalisation effective de ces tests, un engagement tracé dans le rapport de l'inspection des installations classées émis le 14 décembre 2023.

Au titre de l'année 2024, l'exploitant remet à l'inspection lors de sa visite du 24 avril 2025 un rapport de vérification périodique des installations électriques, daté du 26 juillet 2024, émis par l'APAVE suite à son intervention du 23 au 26 juillet 2024. Il s'agit d'un rapport quadriennal de vérification périodique des installations électriques.

Plusieurs limites d'intervention y sont identifiées :

- dans le cadre de l'examen des circuits terminaux, la continuité à la terre n'a pu être vérifiée pour une partie des récepteurs notés inaccessibles. Il s'agit de masses et dispositifs placés à une hauteur supérieure à 4 mètres, soient 4 appareils d'éclairage, 1 bloc autonome d'éclairage de sécurité (BAES) et 1 bloc autonome portable d'intervention (BAPI) ;
- en l'absence de mise en sécurité des zones ATEX identifiées dans le DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions), les mesures de continuité nécessaires à la vérification n'ont pas été réalisées ;
- une armoire électrique située dans l'atelier de production n'a pu être inspectée en l'absence d'accès dégagé.

**Le prestataire formule 11 observations dans ce rapport**, relatives aux installations du domaine Basse Tension.

Le rapport relève ainsi deux observations récurrentes (déjà signalées à l'exploitant) et 9 nouvelles observations, concernant des fixations défectueuses ou non satisfaisantes (appareil d'éclairage, prises de courant, des connexions sous tension accessibles au toucher).

Des travaux correctifs sont à réaliser, sur des dispositifs qui sont identifiés par l'APAVE comme

à remplacer, à réparer et/ou à refixer durablement, ou encore à placer sous boîtier de protection adapté.

Au regard des tests des dispositifs à courant résiduel sus-cités, qui n'avaient pu être menés au titre de la vérification périodique des installations électriques en 2023 car ne pouvant être réalisés en phase de production, le rapport de vérification périodique des installations électriques daté du 26 juillet 2024 présente une liste de dispositifs différentiels à courant résiduel (DDR et IDR) testés par l'APAVE dans le cadre de leur intervention. Chacun de ces dispositifs a fait l'objet d'un contrôle de bon fonctionnement et aucune remarque n'est portée dans le rapport.

**L'inspection note qu'un certain nombre d'observations sont formulées par l'APAVE au titre de son rapport quadriennal de vérification périodique des installations électriques daté du mois de juillet 2024, et qu'un certain nombre de travaux correctifs sont à réaliser.**

Au titre de l'année 2025, l'exploitant communique par courriel du 15 octobre 2025 à l'inspection des installations classées :

- Un rapport de vérification périodique des installations électriques daté du 29 juillet 2025, émis par l'APAVE suite à son intervention du 22 au 25 juillet 2025.

**Le rapport comporte 30 observations** : 5 observations sont récurrentes (déjà signalées) et 25 observations sont nouvelles, consécutives de cette dernière prestation.

Plusieurs limites d'intervention sont identifiées dans le rapport :

- dans le cadre de l'examen des circuits terminaux, la continuité à la terre n'a pu être vérifiée pour un appareil d'éclairage dans la chaufferie ;

- en l'absence de mise en sécurité des zones ATEX identifiées dans le DRPCE (Document Relatif à la Protection Contre les Explosions), les mesures de continuité nécessaires à la vérification n'ont pas été réalisées. L'inspection note que la même remarque avait été formulée par le prestataire dans son rapport quadriennal de juillet 2024 ;

- dans l'atelier de production, l'implantation de la nouvelle unité d'assemblage "Transmissions" (cf. Fiche de constats n° 3 du présent rapport d'inspection) étant en travaux, les installations électriques n'ont pas été vérifiées. Le rapport de visite initiale suite à modification de structure n'ayant pas été communiqué au prestataire, sa prestation de vérification n'a porté que sur le maintien en état et non sur la conception.

**Le prestataire formule 30 observations dans ce rapport**, relatives aux installations du domaine Basse Tension. Le rapport précise que les coupures et essais des dispositifs différentiels basse tension n'ont pas été réalisés pour des raisons de sécurité, rendant la vérification réglementaire non exhaustive.

Les observations portent notamment sur :

- l'absence de possibilité pour le prestataire de tester certains dispositifs différentiels à courant résiduel (DDR) ;

- l'absence de protection de prises de courant par des dispositifs différentiels à haute sensibilité ;

- la constatation de trace d'échauffement au niveau de certaines prises de courant en mauvais état, ou dont les fixations défectueuses ;

- la présence d'appareillages alimentés par pontage, à proscrire.

- Un certificat Q18 établi au titre de la vérification périodique réalisée en 2025.

Le certificat indique que la prestation a consisté en une vérification complète des installations électriques de l'établissement, dont la coupure totale n'a pas été autorisée par l'exploitant.

**Le certificat comporte 7 observations** portant sur :

- le fait que des travaux de modification des installations électriques sont en cours dans l'établissement, dans le cadre de la mise en place de l'atelier "Transmissions" (cf. Fiche de constats n°3 du présent rapport) ;

- l'atelier de production (chaufferie, hall de production, zone d'implantation de l'atelier "Transmissions") ;

- la zone extérieure (une armoire électrique non entretenue, présence d'eau dans un coffret) ;

- la zone de bureaux (prises de courant) ;

- le local électrique SAV (présence d'appareillages alimentés par pontage).

Au titre de ces observations, le prestataire recommande le remplacement de plusieurs dispositifs sur lesquels des traces d'échauffement ont été constatées, ainsi que l'adaptation du réglage à l'intensité admissible du circuit de plusieurs relais thermiques de dispositifs de protection.

- Un compte-rendu Q19 suite à un contrôle de l'installation électrique par thermographie infrarouge réalisé par l'APAVE le 8 octobre 2025. L'inspection note que le précédent contrôle de ce type avait été réalisé le 18 juillet 2024.

Le contrôle réalisé le 8 octobre 2025 ne relève aucune anomalie. Au vu des éléments contrôlés de l'installation électrique et compte-tenu de leurs conditions d'utilisations et de sollicitation au moment du contrôle, le risque d'incendie est jugé faible par le prestataire. En termes d'amélioration, celui-ci recommande à l'exploitant d'assurer un nettoyage régulier du poste haute tension.

**Constat d'écart :** L'exploitant ne justifie pas de la conformité de ses installations électriques. Des remarques importantes sont formulées par le prestataire de contrôle dans le cadre de la dernière prestation de vérification périodique des installations en date, nécessitant la réalisation de travaux correctifs.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments et justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 2 : Sécurité et lutte contre l'incendie - Entretien des moyens**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Parc d'extincteurs
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 08/11/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de détection et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...]</p> <p>b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; [...]</p> <p>e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Ce point de contrôle s'inscrit dans le cadre du traitement des suites de la précédente visite d'inspection du site réalisée le 8 novembre 2023.</b></p> <p>Au titre de la Fiche de constats n° 6 (Constat C4) de son rapport, l'inspection avait notifié à l'exploitant l'écart suivant : "L'exploitant ne justifie pas de la disponibilité de l'ensemble du parc d'extincteurs."</p> <p>A titre récapitulatif : en phase préparatoire de la visite d'inspection du 8 novembre 2023, l'exploitant avait communiqué le 26 octobre 2023 à l'inspection des installations classées plusieurs documents confirmant que les extincteurs déployés sur le site sont contrôlés périodiquement. Il s'agissait de rapports de contrôles réalisés au titre des années 2022 et 2023.</p> <p><u>Au titre de l'année 2022</u> : un rapport d'intervention sur le parc d'extincteurs par la société EUROFEU SERVICES, daté du 22 avril 2022. Il s'agissait d'une prestation de contrôle annuel du parc, sur la base d'une liste de 124 appareils numérotés.</p> <p>Plusieurs remarques étaient formulées par le prestataire, dont le remplacement à neuf de 6 appareils (il s'agit des extincteurs n° 6, 17, 27, 73, 81 et 95) et l'absence de vérification de 2 appareils situés en SALLE TEST (les extincteurs n° 121 et 122).</p> <p><u>Au titre de l'année 2023</u> : un rapport d'intervention sur le parc d'extincteurs par la même société</p>



(EUROFEU SERVICES), daté du 08 juin 2023. Il s'agissait d'une prestation de contrôle annuel du parc, sur la base de la liste des 124 appareils numérotés.

Plusieurs remarques étaient formulées par le prestataire, dont le remplacement à neuf de 4 appareils (extincteurs n° 3, 7, 109 et 110).

Des remarques étaient formulées concernant les appareils suivants, qui étaient à remplacer :

- l'appareil n° 66, détérioré ;
- l'appareil n° 80, manquant ;
- les appareils n° 91, 92, 93 et 94, détériorés.

Lors de la visite, l'exploitant avait indiqué à l'inspection avoir formulé une demande de devis à son prestataire en vue de faire remplacer les 6 appareils défectueux dans les meilleurs délais. L'exploitant s'engageait à transmettre à l'inspection la preuve de réalisation du remplacement à neuf de ces extincteurs.

Au titre de l'année 2024, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées lors de sa visite du 24 avril 2025 :

- un devis émis par la société EUROFEU SERVICES daté du 25 avril 2024 pour la fourniture d'un extincteur contre les feux de lithium, avec ses équipements de protection individuelle ;
- un devis émis par la société EUROFEU SERVICES daté du 26 avril 2024 pour le remplacement de 9 extincteurs de capacité 6 litres (appareils n° 26, 53, 54, 65, 66, 71, 89, 93 et 94) et 3 extincteurs de capacité 9 litres (n° 56, 83 et 91).

- un rapport de maintenance annuelle du parc d'extincteurs réalisée au titre de l'année 2024 par la société EUROFEU SERVICES. Il s'agissait d'une prestation de contrôle annuel du parc, sur la base de la liste des 124 appareils déployés dans l'établissement.

Ce rapport mentionne :

- la nécessité de remplacer 4 appareils ayant plus de 10 ans de service : n° 15, 18, 19 et 74 ;
- la mise en service en 2024 de 11 appareils : n° 26, 53, 55, 64, 65, 74, 81, 87, 89, 91, 92 et 121.

L'inspection constate, sans préjuger d'erreurs de numérotation dans les devis sus-cités ou d'absence d'actualisation par le prestataire des données de la liste des 124 extincteurs recensés, que les appareils n° 66, 93 et 94, notés comme détériorés et à remplacer dans le rapport de 2023, seraient toujours présents en 2024 (mises en service indiquées en "2017" pour ces appareils dans le rapport de 2024).

Au titre du dernier rapport de maintenance annuelle du parc d'extincteurs communiqué par l'exploitant, 4 appareils ayant plus de 10 ans de service (n° 15, 18, 19 et 74) sont à remplacer. Certaines incohérences sont relevées concernant le remplacement de plusieurs appareils, en raison peut-être d'une absence de fiabilisation des données de recensement du parc d'extincteurs global.

**Constat d'écart :** L'exploitant ne justifie pas d'une totale conformité du parc d'extincteurs en service dans l'établissement, plusieurs appareils ayant plus de dix ans de service sont à remplacer.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les éléments et justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 3 : Modification d'une installation classée soumise à enregistrement**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/04/2025, article R.512-46-23
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance de modifications
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>II. - Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En tout premier lieu, l'exploitant avait informé l'inspection des installations classées par un courriel daté du 13 mai 2024 de son projet d'intégrer un nouvel atelier d'assemblage de transmissions pour tondeuses à gazon thermiques au sein de son bâtiment de production existant.</p> <p>Le projet était présenté de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- construction d'un atelier fermé et climatisé, d'une surface de 300 m<sup>2</sup>, dans l'enceinte de l'atelier de production actuel ;</li> <li>- activité prévue dans cet atelier : opérations d'assemblage de pièces de transmission pour tondeuse à gazon ;</li> <li>- utilisation d'huile stockée en fût pour le montage des pièces de transmissions ;</li> <li>- utilisation d'une laveuse à ultrasons d'une capacité maximale de 600 litres (eau + produit lessiviel) pour nettoyer les pièces avant leur assemblage ;</li> <li>- utilisation du toit du nouvel atelier fermé comme mezzanine de stockage ;</li> <li>- travaux prévus au mois d'août 2024.</li> </ul> <p>En second lieu, l'exploitant avait adressé à l'autorité préfectorale le 19 novembre 2024 un porter à connaissance de l'installation d'un nouvel atelier d'assemblage de transmissions pour tondeuses à gazon thermiques, sur le site que la société HONDA FRANCE MANUFACTURING (HFM) occupe à ORMES, ainsi que les fiches de données de sécurité (FDS) des produits appelés à être mis en œuvre, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un détergent minéral liquide fortement alcalin à usage industriel pour le nettoyage du fer, de l'acier, de la galvanisation et de l'aluminium ;</li> <li>- un dégraissant alcalin ;</li> <li>- une huile de boîte ;</li> <li>- un lubrifiant pour moteur à 4 temps.</li> </ul>

Dans son courriel d'accompagnement vers l'inspection des installations classées, l'exploitant estimait que ce projet d'installation consistait en une modification non substantielle, n'induisant pas de modification apportant des impacts nouveaux et significatifs.

La production des tondeuses et transmissions ayant été arrêtée aux USA, cette relocalisation de l'activité doit permettre au site d'ORMES d'assurer la continuité de la production de modèles de tondeuses pour le marché européen. L'unité étant rapatriée des USA, une partie des machines d'assemblage a dû subir une adaptation aux normes européennes. Pour ce faire, l'exploitant signale que le chef de projet HONDA aux USA a travaillé conjointement avec un ingénieur de l'APAVE pour mener à bien les adaptations techniques requises.

A terme, il est prévu que ce nouvel atelier produise 4 types de transmissions, pour une quantité annuelle estimée à 25 000 transmissions.

L'exploitant prévoyant une mise en service partielle de l'unité d'assemblage des transmissions le 8 avril 2025, l'inspection des installations classées s'est rendue sur le site le 24 avril 2025, visite constituant l'objet du présent rapport.

Le jour de cette visite, l'exploitant présente l'implantation prévue pour les machines de l'atelier "Transmissions" à l'angle sud-est du bâtiment de production existant. L'exploitant indique à l'inspection que le projet de déploiement du nouvel atelier a été ponctuellement gelé, en raison d'un développement prévisionnel de l'atelier d'assemblage des robots tondeuses "Miimo", actuellement implanté à l'angle sud-ouest du bâtiment de production existant.

Les recrutements nécessaires à ce développement étant susceptibles de faire doubler le nombre de personnels de l'atelier "Miimo", qui se trouve déjà contraint en termes d'espace de travail, l'exploitant indique à l'inspection que la direction du site étudie la possibilité de permuter l'implantation de cet atelier avec le nouvel atelier "Transmissions".

En dernier lieu, par courriel du 9 octobre 2025, l'exploitant a porté à la connaissance de l'inspection des installations classées une modification de l'implantation de ses ateliers sur le site d'ORMES.

Dans le cadre d'une réorganisation interne de ses activités, il va procéder à une inversion de l'emplacement de deux ateliers :

- l'atelier "Miimo" de robots tondeuses sera désormais implanté dans les locaux actuellement occupés par le développement partiel de l'atelier "Transmissions" des tondeuses thermiques. La mise en production est prévue au mois de février 2026 ;

- l'atelier "Transmissions" sera désormais implanté dans les locaux actuellement occupés par l'atelier "Miimo", pour une mise en production prévue au mois de novembre 2025.

L'exploitant joint à son courriel les plans d'implantation des deux ateliers sous la nouvelle configuration d'implantation prévue, et précise que cette modification concerne uniquement l'emplacement géographique des ateliers au sein de son site d'ORMES.

L'inspection des installations classées procédera à l'instruction de ces modifications des conditions d'exploiter selon les éléments portés à sa connaissance, considérant que :

- les activités exercées dans chaque atelier resteront identiques ;
- les équipements et procédés utilisés demeureront inchangés ;
- les mesures de protection de l'environnement en place seront maintenues.

**Sur la base des éléments d'appréciation communiqués à l'autorité préfectorale, l'inspection note que l'exploitant respecte la prescription susvisée,** au titre de son projet de modification d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à enregistrement.

**Absence d'écart.**

**Type de suites proposées :** Sans suite